

*L'Adresse—M. Kilgour*

les forces du marché décident du mode de production. Par exemple, l'État de l'Iowa compte moins de 2 p. 100 de la population totale des États-Unis; néanmoins, l'exportation et l'abattage du porc y sont plus pratiqués que dans tout autre État, parce que l'Iowa possède les meilleurs champs de maïs.

Parlons maintenant du transport des céréales. Les représentants de la Commission canadienne du blé avouent qu'il perdent environ 2 millions de dollars par jour en ventes de blé parce qu'il est impossible de livrer la marchandise. Le Canada, naguère le grenier du monde, n'est maintenant que le cinquième ou le sixième pays exportateur de blé. Si le Canada n'est plus à l'avant-garde du commerce du blé, c'est que notre système d'entreposage et de transport des céréales s'est détérioré à tel point qu'il ne fonctionne plus.

Comme le savent les agriculteurs et les hommes d'affaires de l'Ouest, ce n'est pas uniquement à cause du manque de wagons. Il y a les agriculteurs, les chemins de fer, les silos et les terminus portuaires et les navires—ces éléments doivent former un tout cohérent.

Afin d'atténuer le retard dans les livraisons de grain dans l'Ouest, le gouvernement Clark avait proposé de faire construire à Prince-Rupert un terminus et des installations portuaires. Mais depuis les dernières élections, le nouveau gouvernement hésite, semble-t-il, à consentir les fonds nécessaires à ce projet. Cela prouve à quel point l'on s'intéresse à l'un des problèmes les plus graves de l'Ouest.

Le mois dernier, quand les ministres du commerce des quatre provinces de l'Ouest se sont réunis à Calgary, ils ont reconnu à l'unanimité que l'essor commercial de leur région ne serait pas favorisé dans l'Est du pays, mais bien dans les pays en bordure du Pacifique et au sud du Canada. Un négociateur américain aurait dit aux ministres que leurs intérêts avaient été négligés lors des pourparlers commerciaux entre le Canada et les États-Unis; en effet, les objectifs commerciaux de l'Est exposés par les négociateurs fédéraux allaient à l'encontre de ceux de l'Ouest.

A une époque où le Canada traverse une période d'incertitude politique et de marasme économique, l'Ouest se laisserait-il séduire par des relations commerciales encore plus étroites avec les États-Unis? Si le gouvernement fédéral et le centre du Canada adoptent une attitude positive à l'égard de questions comme les droits de douane et les frais de transport qui intéressent l'Ouest, cela ne se produira pas. Reste à savoir s'ils le feront.

La situation et les opinions évoluent très rapidement dans l'Ouest. Les cinq grandes banques du Canada qui, jusqu'à présent, n'avaient jamais été poussées à investir massivement dans l'exploitation de l'énergie de l'Ouest, ont fini par s'intéresser à notre pétrole. A quoi devons-nous attribuer cet état de choses? Le sous-sol de l'Ouest recèle un produit que le reste du Canada et la majorité des autres pays du monde souhaitent avoir. Je parle, bien entendu, du pétrole et du gaz et, bientôt, de leurs sous-produits pétrochimiques. Je fais également allusion aux produits forestiers, au bœuf, au grain, aux métaux, à la potasse, à l'énergie hydroélectrique ainsi qu'à l'accès au Nord et au littoral du Pacifique.

Avec ces richesses, l'Ouest souhaite réaliser un de ses vieux rêves: rendre son économie plus prospère, plus diversifiée et plus stable, et participer de façon plus concrète à l'élaboration de la politique nationale. La tournure que prendront les négocia-

tiens fédérales-provinciales à venir y sera pour beaucoup. L'Ouest acquiert une importance croissante dans notre économie; voilà pourquoi il nous faudra désormais adopter des politiques nationales qui tiendront compte de l'épanouissement et de la diversification des économies régionales. Cela est d'autant plus vrai, bien entendu, en matière d'énergie. La question a cessé d'être de nature économique et revêt désormais un aspect politique. Comme nous le savons tous, cette question était parmi les plus importantes au cours de la campagne électorale. Nous avons tous vu à quel point le centre du Canada mène encore dans l'arène politique.

S'il faut fixer un nouveau prix pour le pétrole canadien, il faut le négocier avec le gouvernement de l'Alberta qui, depuis six ans, a perdu pour environ 17 milliards de recettes en vendant son pétrole et son gaz aux Canadiens plutôt qu'à l'étranger.

Le président de la Canadian Petroleum Association a répété, dans un discours prononcé à Toronto le mois dernier, que l'industrie pétrolière estime à 200 milliards la somme nécessaire pour parvenir à l'autarcie énergétique d'ici à 1990. Ce n'est pas un prix pondéré, c'est-à-dire un bas prix pour les réserves pétrolières actuelles, qui nous aidera à réunir pareille somme. Apparemment, le gouvernement ne cherche pas vraiment à parvenir à l'autonomie énergétique étant donné qu'il n'en a pas fait sérieusement mention dans son discours du trône.

Le régime actuel ne cesse d'élargir l'écart entre le prix canadien et le prix mondial. Ottawa continuera à subventionner les achats de pétrole importé, de plus en plus coûteux. Le Canada restera le seul pays industrialisé à subventionner l'essence pour automobiles au moyen de taxes nationales. En fait, le gouvernement paie actuellement plus par baril, sous forme de subvention, aux multinationales qui importent du pétrole que le prix total de chaque baril de pétrole produit au Canada. C'est absolument incroyable.

Le journal britannique *The Economist* mentionne que le Canada a «la politique énergétique la plus boiteuse du monde industrialisé». Selon ce journal, le Canada manque de maturité à cet égard.

Le gouvernement prétend être un gouvernement national, mais sa politique énergétique et la façon dont il l'applique nous permettent d'en douter. Qu'il se le dise: ce n'est guère le moment pour lui de pratiquer une politique d'affrontement et d'imposer la loi du plus fort. Nous devons nous entendre et collaborer si nous voulons continuer à vivre ensemble.

L'Ouest estime qu'il fait depuis longtemps les frais de l'unité nationale. Son fardeau ne s'allégera que s'il parvient à obtenir des conditions plus avantageuses. Si le gouvernement refusait de tenir compte des intérêts de l'Ouest, cette région pourrait revendiquer des pouvoirs plus étendus.

Bref, l'Ouest est aujourd'hui dans un état de rébellion latente. A certains égards les habitants de l'Ouest et les Québécois ont eu des aventures semblables avec le Canada central. Nous devons noter que John Calhoun avait perçu la faiblesse des États fédératifs qui délèguent leurs pouvoirs à une autorité centrale lorsqu'il a recommandé notamment que les régions devaient se protéger contre l'exercice injuste du pouvoir central en incorporant des garanties dans leurs institutions. Le chapitre de l'histoire du Canada que nous vivons actuellement nous montre qu'il doit exister un équilibre entre